

# Ventes d'immeubles : tarifs des droits d'enregistrement à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019

Les taux, abattements et exonérations de droits d'enregistrement et de taxe de publicité foncière, ainsi que les réductions et exonérations de taxe communale, applicables aux mutations à titre onéreux d'immeubles du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 31 mai 2020 ont été publiés par l'administration.

<https://www.impots.gouv.fr/portail/droits-denregistrement>

## L'essentiel

- ✓ Les conseils départementaux peuvent porter le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement de 3,80 % à 4,50 % et réduire ce même taux jusqu'à 0,7 % pour certaines mutations. / 5-1 et 5-2
- ✓ Ils peuvent aussi instituer un abattement sur l'assiette de ces droits et voter l'exonération de ces droits pour certains types de cessions. / 5-4 et 5-5
- ✓ De la même manière, les conseils municipaux peuvent réduire le taux de la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement jusqu'à 0,5 % pour certaines mutations. / 5-3
- ✓ Il peuvent voter une exonération de cette taxe pour des cessions de parts de SCI de capitalisation. / 5-6
- ✓ Tous les taux, abattements et exonérations applicables jusqu'au 31 mai 2019 sont reconduits à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019. / 5-5
- ✓ Seule nouveauté, le département des Hautes-Alpes a décidé d'exonérer les cessions de logements réalisées par les offices publics de l'habitat ou les sociétés d'économie mixte. / 5-5

## Tarif de droit commun : augmentation et réduction des taux

### Taux de 3,80 % ou 4,50 %

- 5-1** Les conseils départementaux peuvent porter de 3,80 % à 4,50 % le plafond maximal du taux de taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement appliqué sur les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux.

Au 1<sup>er</sup> juin 2019, sans changement :

- les départements ayant déjà relevé le taux à 4,50 % le maintiennent ;
- seuls 4 départements ont conservé le taux de 3,80 % (Indre, Isère, Morbihan et Mayotte).

À noter. Le taux de droit d'enregistrement et de taxe de publicité foncière applicable sur le territoire de la collectivité territoriale unique (CTU) de Corse est de 4,50 % (ord. 2016-1561 du 21 novembre 2016).

### Ventes par lots : réduction du taux de la taxe de publicité foncière

- 5-2** Les conseils départementaux peuvent voter la réduction du taux de la taxe de publicité foncière applicable aux mutations à titre onéreux de biens immeubles à titre onéreux.